

LREM fait sa rentrée à Nantes, nous aussi !

Communiqué du réseau inter-organisations 44

La République en Marche compte tenir son « Campus des territoires » à Nantes du 11 au 13 septembre. Cette rentrée politique est l'occasion pour le gouvernement et la majorité d'asseoir son projet d'asseoir son projet favorisant les intérêts particuliers, au détriment des biens communs et de l'intérêt général.

Les ordonnances dites « covid » permettent toutes les régressions possibles (flexibilité du temps de travail, rémunérations, organisations du temps d'activité), réduction des services publics (à titre d'exemple le projet de transfert du CHU à Nantes verrait 350 de lits d'hôpitaux en moins). Elles viennent s'ajouter aux réformes destructrices de l'assurance chômage et à celles (imminentes) des retraites dans le but unique de casser les systèmes de solidarité afin de rembourser les dettes détenues par les marchés financiers. Ainsi le gouvernement ouvrira grand nos systèmes sociaux à la spéculation ! Quant à l'urgence écologique, appuyée par la communication autour de la convention citoyenne pour le climat, elle ne dispose d'aucun budget à la hauteur de l'indispensable mutation totale de l'économie de marché qu'elle impose. Alors que l'Elysée entame une énième entreprise de communication, proposant un "nouveau chemin" et une "nouvelle méthode", l'interview creuse du président de la République du 14 juillet, comme le discours de politique générale du premier ministre à l'Assemblée Nationale du 15 juillet, ne montre toujours pas le début d'une vision politique écologiste et sociale proposant un avenir commun aux citoyen.ne.s.

Le réseau inter-organisations de Loire-Atlantique, qui comprend syndicats, associations, collectifs et partis, fera de ce week-end un rendez-vous militant ! Nous appelons à se saisir de ces 3 jours pour affirmer nos alternatives, mais aussi soutenir, par nos actions, les victimes directes ou indirectes d'une philosophie politique et économique qui n'a que trop duré. À Nantes, nos libertés fondamentales, pour manifester comme pour se divertir, sont atteintes de manière récurrente par une répression d'État indigne et coupable. Les plans de licenciements brandis comme des spectres ne doivent pas détourner nos regards : l'Etat met 150 milliards d'euros pour relancer l'économie. Alors ces 150 milliards d'euros doivent entièrement être consacrés à sortir les personnes à la rue de leurs conditions, sauvegarder les emplois, requalifier les salarié-es, relocaliser les productions, favoriser l'installation paysanne, reconverter l'industrie, pérenniser les services publics, augmenter les salaires, préserver la santé. Pas un euro ne doit aller aux entreprises qui licencient tout en reversant des dividendes. Pas un euro ne doit aller à l'aggravation du dérèglement climatique et à la dégradation de la biodiversité.

Une société qui mêle justice sociale et écologique, qui renforce nos libertés et mise sur nos capacités démocratiques et collectives, une société qui priorise l'humain et le vivant avant les profits, est à notre portée. Nous défendrons ces idées du 11 au 13 septembre, à Nantes, en appelant toutes les forces militantes du territoire à nous rejoindre, dans la rue comme dans les assemblées, pour construire ensemble ce monde d'après.

Premiers signataires en Loire-Atlantique : Alternatiba, Attac, Cagette des terres, Collectif Maison du peuple, Extinction Rebellion (XR), Fakir, GIGNV, Les bienveillants (coordination et solidarité avec les exilés), Solidaires, Europe Ecologie Les Verts, Ensemble!, France Insoumise, Gauche Démocratique et Sociale, Gauche Républicaine et Socialiste, Generation.S, Nouveau Parti Anticapitaliste, Nouvelle Donne, Parti Communiste Français, Union Communiste Libertaire.

